



ESPAGNE SCÉNARIO 2021-2022

UN ÉTÉ INCERTAIN

12 juillet 2021

Ticiano BRUNELLO

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



ÉTUDES ÉCONOMIQUES GROUPE

1 | SYNTHÈSE

2 FOCUS : CONJONCTURE DES PME ESPAGNOLES

3 DERNIÈRES ÉVOLUTIONS CONJONCTURELLES

4 LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

5 FOCUS : LE PLAN DE RELANCE ESPAGNOL

APRÈS LA BAISSÉ DU T1, LES PERSPECTIVES S'AMÉLIORENT

La dégradation de la situation sanitaire fin 2020 et début 2021 a conduit à un renforcement des restrictions à la mobilité et a entraîné une baisse de l'activité économique en Espagne au premier trimestre de l'année. Le PIB a diminué de 0,5% au T1, après une stagnation au T4 2020. En raison de ces évolutions, au premier trimestre 2021, le PIB espagnol était 9,4% inférieur au niveau atteint à la fin de 2019, un écart sensiblement plus important que celui observé dans la zone euro (5,1%). La baisse du PIB a reflété principalement le recul de la consommation privée et de l'investissement dans la construction, tandis qu'au niveau sectoriel, une forte hétérogénéité entre les différentes branches d'activité a persisté. Parmi les principaux postes du PIB liés à la demande, seuls la consommation publique et l'investissement en équipements et en actifs fixes incorporels ont affiché des taux de croissance positifs. En outre, dans la mesure où la contraction des exportations a été beaucoup plus faible que celle des importations, la demande extérieure nette a également apporté une contribution positive à la croissance au premier trimestre. Du côté de l'offre, seuls le secteur primaire et celui des administrations publiques, de l'éducation et de la santé ont affiché une valeur ajoutée supérieure à celle enregistrée avant le début de la crise sanitaire. En revanche, les branches de services les plus touchées par la pandémie – le commerce, les transports et les activités d'hébergement et de restauration, ainsi que les arts et spectacles –

sont restées entre 20% et 30% en dessous des niveaux d'activité atteints fin 2019.

La reprise de l'activité économique aurait gagné du terrain tout au long du deuxième trimestre : la pandémie a montré une évolution plus favorable, des progrès ont été réalisés dans le processus de vaccination de la population (41% de la population ayant reçu deux doses au 7 juillet) et certaines restrictions ont été progressivement assouplies. Ce diagnostic s'appuie sur l'amélioration de plusieurs indicateurs : dépenses avec les cartes de paiement, consommation d'énergie et emploi. Les indices PMI font part du rebond exceptionnel de la confiance dans le secteur des services au T2 (l'indicateur est passé de 48 en mars, à 62,5 en juin), tandis que le niveau observé dans l'industrie reste très élevé. Les composantes des enquêtes du climat économique de la Commission européenne de juin confirment également un redressement de la confiance dans tous les secteurs, notamment en mai et juin. Nous tablons sur une croissance de 1,4% du PIB au T2, tiré par le rebond de la consommation et de l'investissement après la baisse du T1.

Face à l'été, l'intensité et le *timing* de la reprise restent fortement subordonnés à l'évolution de la pandémie, à l'avancement de la campagne de vaccination et à l'assouplissement ultérieur des mesures de confinement. En particulier, la reprise du tourisme dépendra de la levée des restrictions qui existent encore sur la circulation

des personnes entre l'Espagne et certains pays originaires des flux touristiques (levées qui pourraient être retardées face à la propagation de variants plus contagieux du virus). Nous tablons sur une progression de la consommation de 4,8% en 2021, et de 4,2% en 2022, suite à une croissance négative au T1, qui retardera le rattrapage. L'investissement bénéficiera du plan de relance du gouvernement, qui promet une croissance des investissements publics de 7,7% en 2021 et 9,3% en 2020.

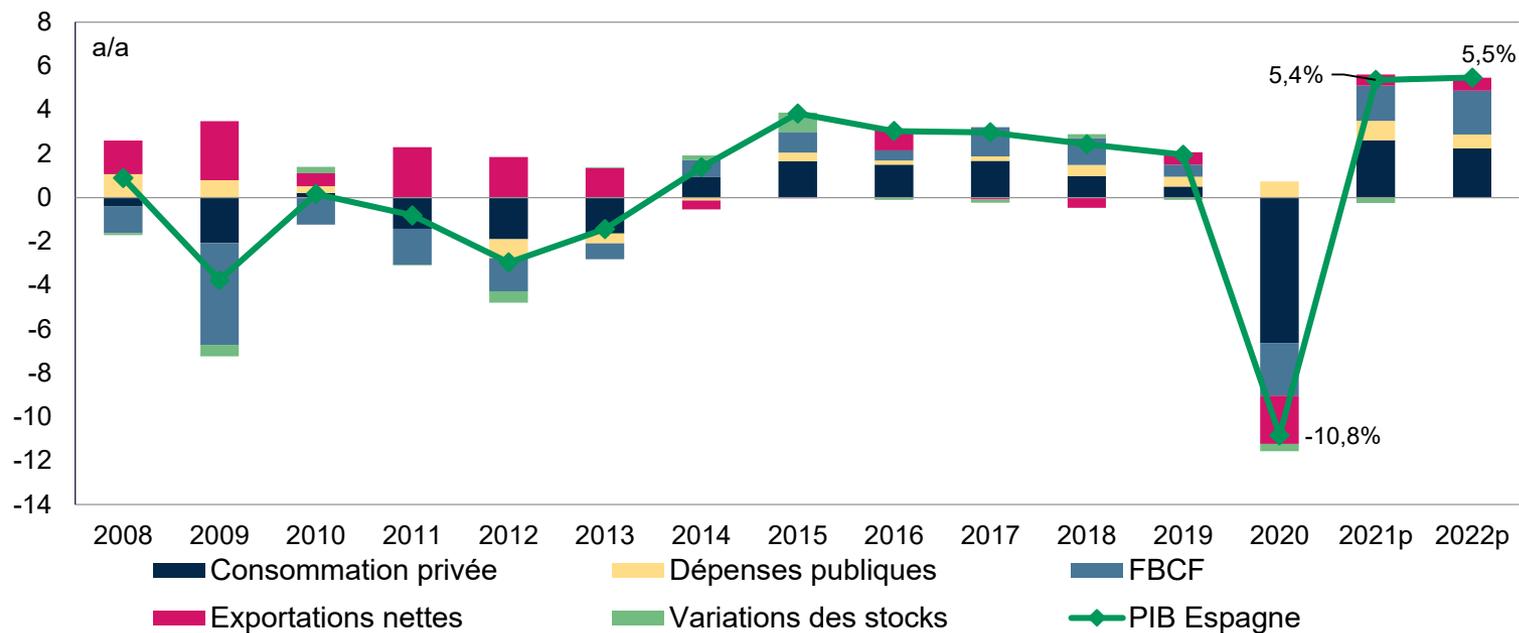
Nos prévisions de croissance du PIB s'affichent à 5,4% en 2021. En 2022, la croissance serait de 5,5%, ce qui laisserait le PIB espagnol 1% encore en dessous de ses niveaux de 2019. En effet, les effets plus persistants de la crise sur l'économie ne se sont pas encore manifestés pleinement. L'effet de la remontée du chômage freinera la consommation tout au long de 2021 et de 2022, ce qui découragera l'investissement privé. Le taux de chômage passerait de 15,2% en moyenne en 2020 à 16,7% en 2021, pour se réduire progressivement par la suite.

Le plan de relance espagnol sera un outil important pour mitiger les effets du chômage et de l'incertitude des investisseurs privés. Dans la loi de finances, le gouvernement a prévu de dépenser 26,6 M€ sur le compte des fonds nationaux en 2021 afin d'accélérer la reprise économique. La stratégie initiale est de les concentrer principalement sur des projets pouvant être mis en œuvre rapidement.

SYNTHÈSE

UNE CROISSANCE SOUTENUE

Contributions à la croissance annuelle du PIB



Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A / ECO

Espagne	2020	2021	2022	2021				2022			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
PIB	-10,8	5,4	5,5	-0,5	1,4	3,4	1,4	1,0	0,9	0,9	0,8
Consommation privée	-12,1	4,8	4,2	-1,0	1,1	2,1	1,0	0,9	0,9	0,7	0,6
Investissement	-11,4	7,7	9,3	-1,9	1,9	6,1	2,0	2,0	1,5	1,5	1,0
Variation des stocks*	-0,3	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes*	-2,2	0,5	0,6	0,4	0,1	0,7	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1
Taux de chômage	15,6	16,8	16,8	15,5	16,3	17,4	17,8	17,7	17,1	16,2	16,2
Déficit public (% PIB)	-11,0	-8,4	-5,0								

*Contributions à la croissance du PIB

SOMMAIRE

1 SYNTHÈSE

2 | FOCUS : CONJONCTURE DES PME ESPAGNOLES

3 DERNIÈRES ÉVOLUTIONS CONJONCTURELLES

4 LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

5 FOCUS : LE PLAN DE RELANCE ESPAGNOL

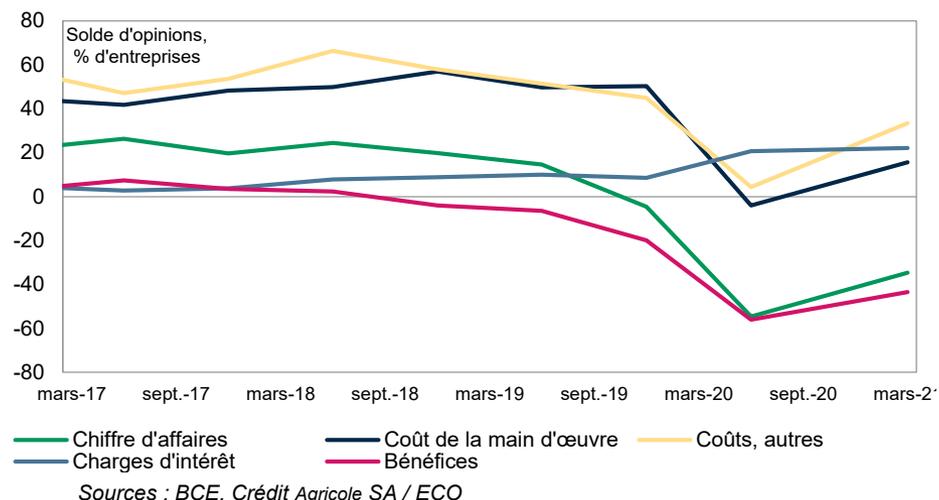
FOCUS : CONJONCTURE DES PME ESPAGNOLES

DÉTÉRIORATION DE L'ACTIVITÉ, A MOINDRE RYTHME

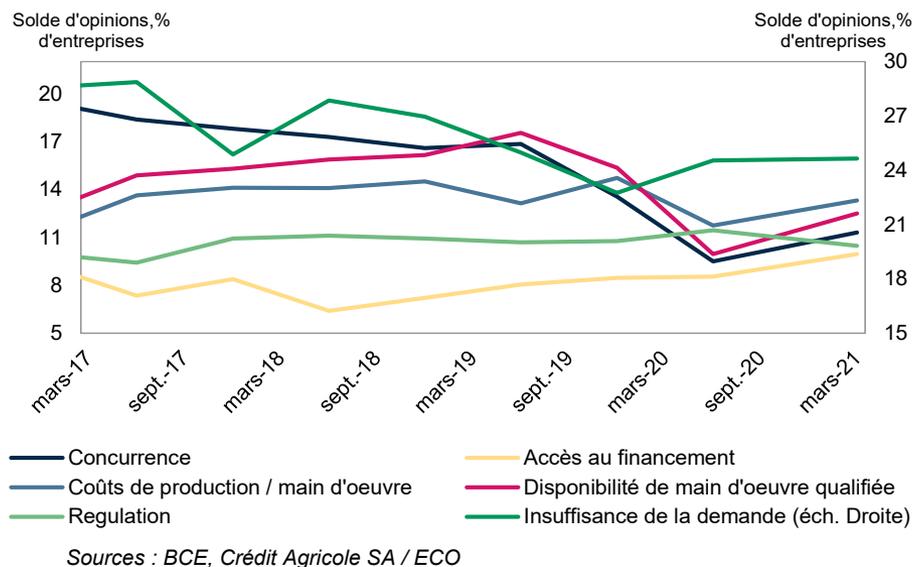
Le 1^{er} juin, la Banque centrale européenne (BCE) a publié les résultats de l'enquête sur l'accès au financement des entreprises dans la zone euro (SAFE), qui couvre la période d'octobre 2020 à mars 2021. L'enquête interroge les entreprises, principalement les petites et moyennes (PME), sur l'évolution au cours des six derniers mois de leur situation économique et financière, sur leurs besoins de financement externe et sur les conditions dans lesquelles elles ont ou n'ont pas obtenu ce financement. Dans le cas des PME espagnoles, les données de cette dernière édition de l'enquête montrent que leur activité a continué de se détériorer en raison de la faiblesse de la conjoncture économique, bien qu'à un rythme plus lent que pendant la période comprise entre avril et septembre 2020, lorsque la première vague de la pandémie a eu lieu.

Ainsi, bien que le nombre d'entreprises signalant une augmentation du chiffre d'affaires entre octobre 2020 et mars 2021 ait été, pour la troisième fois consécutive, inférieur à celui des entreprises signalant le contraire, la différence entre les deux groupes (pourcentage net) s'est sensiblement réduite, pour atteindre 35% (55% dans l'édition précédente de l'enquête). Cette évolution du chiffre d'affaires, combinée à l'augmentation des coûts (personnel et autres), a conduit un nombre élevé d'entreprises à signaler une baisse des profits, 43% en termes nets, (contre 56% auparavant). Interrogées sur leur principale préoccupation, le manque de clients est la raison évoquée par le pourcentage plus élevé de PME espagnoles (24%). En revanche, l'accès au financement a été une fois de plus, la préoccupation la moins citée par les entreprises. Dans ce contexte, la proportion de PME espagnoles ayant sollicité un prêt bancaire s'est établie à 29% (49% dans l'édition précédente, lors du recours massif des PME aux lignes de garanties publiques gérées par l'ICO). En outre, la perception des entreprises par rapport à l'accès au financement a continué de s'améliorer, bien qu'à un rythme légèrement inférieur à celui observé six mois plus tôt.

Évolution du chiffre d'affaires et des bénéfices



Principaux obstacles à l'activité des PME



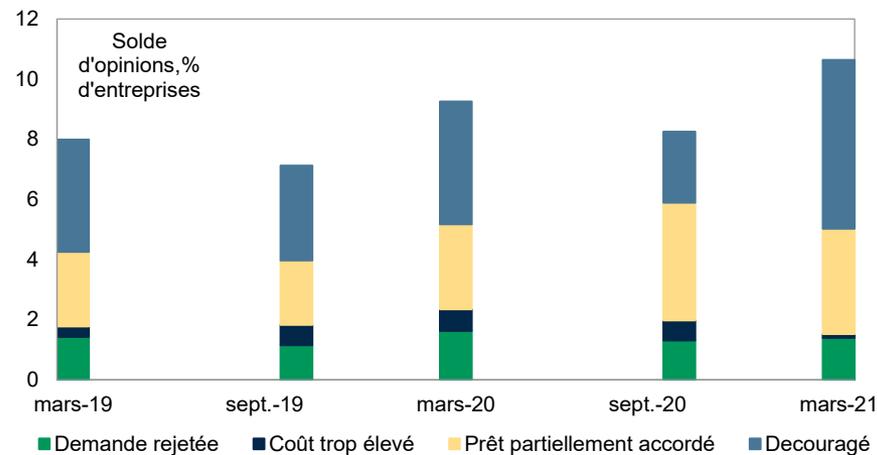
FOCUS : CONJONCTURE DES PME ESPAGNOLES

HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT ET DURCISSEMENT DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE GARANTIES

L'indicateur des difficultés à obtenir des prêts bancaires s'est détérioré, avec une augmentation de 3 pp de la proportion d'entreprises espagnoles rencontrant ce type de difficultés, pour atteindre 11%, ce qui est principalement dû à l'augmentation du nombre d'entreprises qui n'ont pas sollicité de financement parce qu'elles pensaient qu'il ne serait pas accordé (demande découragée). En ce qui concerne les conditions de financement, le pourcentage net d'entreprises faisant état d'une hausse des taux d'intérêt a sensiblement augmenté, pour atteindre 14%. En outre, les PME ont à nouveau constaté un durcissement des exigences en matière de garanties et des conditions de prêt autres que le montant et la durée. En revanche, la proportion nette d'entreprises signalant une augmentation du montant des prêts (14%, contre 25% un mois plus tôt) et, surtout, des échéances (25%, +5 pp) est restée positive. Cette dernière évolution serait vraisemblablement liée à l'extension des échéances accordées aux prêts dans le cadre du programme de garanties publiques, qui a été approuvé par le gouvernement en novembre dernier.

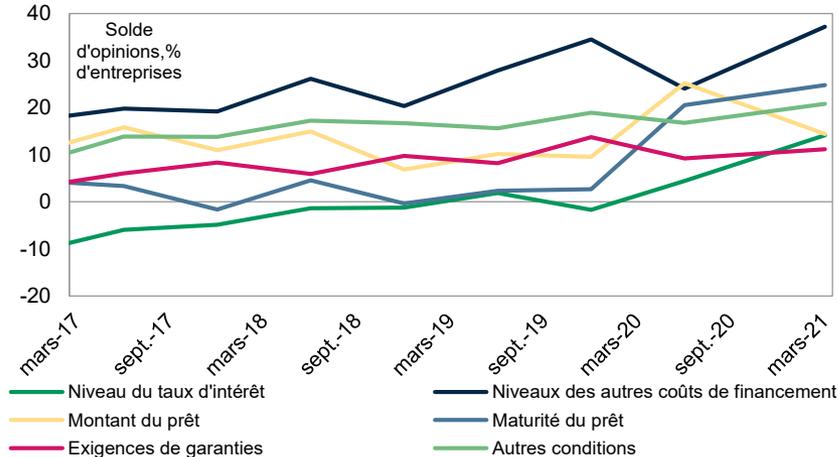
En résumé, la dernière édition du SAFE montre qu'entre octobre 2020 et mars 2021, l'activité des PME espagnoles a continué de se détériorer, bien que plus modérément que lors du cycle précédent. Dans ce contexte de faiblesse économique, la perception de l'ensemble des PME quant à leur accès au financement externe a continué de s'améliorer, bien que la proportion d'entreprises qui auraient éprouvé des difficultés à obtenir un tel financement ait augmenté. En outre, les PME ont signalé une certaine hausse des taux d'intérêt et un durcissement des exigences en matière de garanties, bien que les autres conditions de financement aient évolué favorablement, notamment les échéances des prêts. L'évolution des PME est fondamentale en Espagne, car elles représentent 99% du tissu productif espagnol. Le gouvernement espagnol a été moins généreux que ses voisins avec les entreprises tout au long de la crise, se concentrant particulièrement dans la conservation de l'emploi et du pouvoir d'achat des ménages. La mise en œuvre rapide du plan de relance sera fondamentale pour générer la demande requise pour soutenir l'activité des PME.

Difficultés à obtenir des prêts bancaires



Sources : BCE, Crédit Agricole SA / ECO

Changements de conditions pour l'accord d'un prêt



Sources : BCE, Crédit Agricole SA / ECO

SOMMAIRE

1 SYNTHÈSE

2 FOCUS : CONJONCTURE DES PME ESPAGNOLES

3 | DERNIÈRES ÉVOLUTIONS CONJONCTURELLES

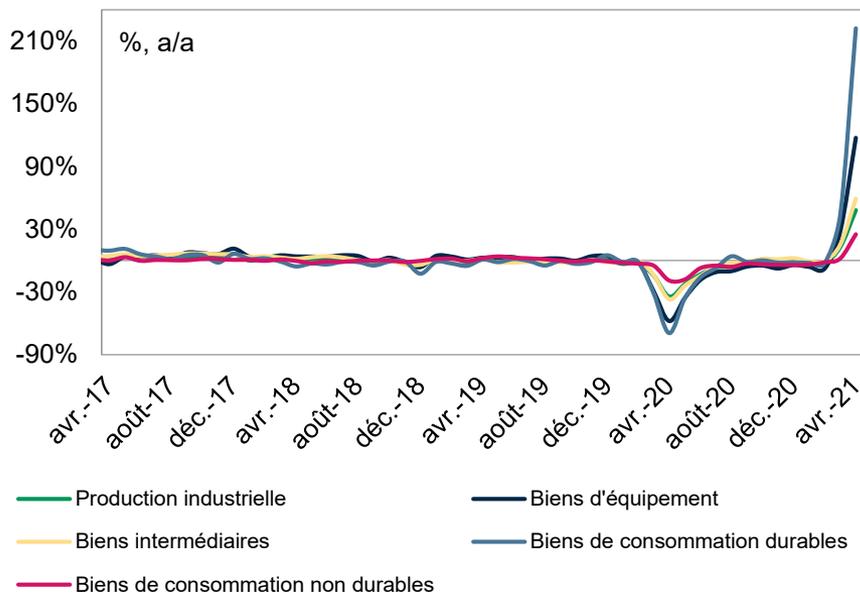
4 LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

5 FOCUS : LE PLAN DE RELANCE ESPAGNOL

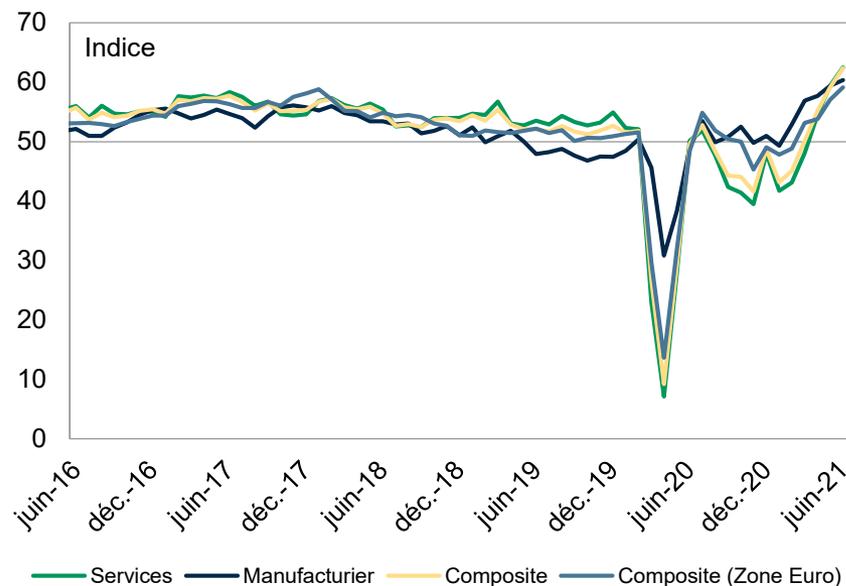
DERNIERES EVOLUTIONS CONJONCTURELLES

REPRISE PLUS GÉNÉRALISÉE AU T2

Production industrielle



Indice PMI des directeurs d'achats



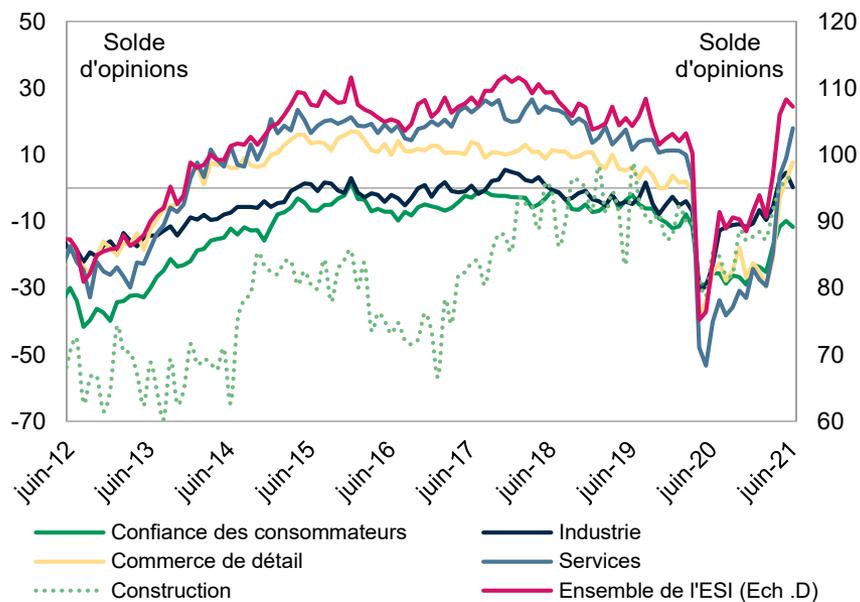
La reprise de l'activité économique aurait gagné du terrain tout au long du deuxième trimestre : la pandémie a montré une évolution plus favorable, des progrès ont été réalisés dans le processus de vaccination de la population et certaines restrictions ont été progressivement assouplies. Ce diagnostic s'appuie sur l'amélioration de plusieurs indicateurs : dépenses avec les cartes de crédit, consommation d'énergie et emploi. Les indices PMI font part du rebond exceptionnel de la confiance dans le secteur des services au

T2 (l'indicateur est passé de 48 en mars, à 62,5 en juin), tandis que le niveau observé dans l'industrie reste très élevé. L'indice de la production industrielle affiche trois mois de hausse consécutive en mai, où il a progressé de 4,3% par rapport à avril. De même, avec des informations recueillies principalement au cours de la première quinzaine de mai, l'enquête auprès des entreprises espagnoles réalisée par la Banque d'Espagne indique une évolution favorable du chiffre d'affaires au deuxième trimestre.

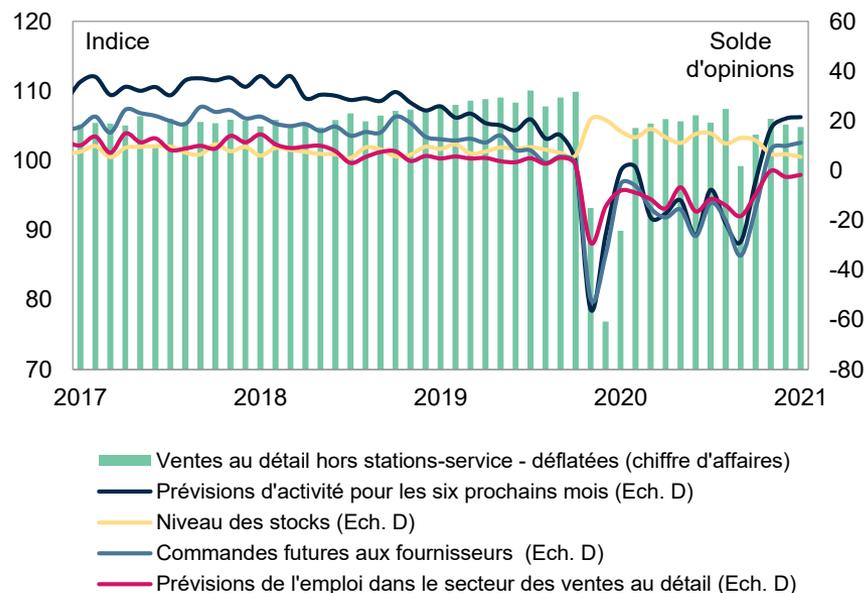
DERNIERES EVOLUTIONS CONJONCTURELLES

AMÉLIORATION DES ENQUÊTES DANS TOUS LES SECTEURS

ESI et ses composants



Ventes au détail



Les composantes des enquêtes du climat économique de la Commission européenne de juin confirment également un redressement de la confiance dans tous les secteurs, notamment en mai et juin. L'indice du CA dans le secteur des services en avril (dernières données disponibles) indiquent que le tourisme commence à donner des signaux de redémarrage en vue de la saison estivale (le CA des services d'hébergement a bondi de 10% en rythme mensuel en avril et celui des agences de voyage de 6,3%). En revanche, les

tensions dans les chaînes d'approvisionnement provoquées par la pénurie de fournitures, la hausse de leurs prix et l'augmentation des délais de livraison des fournisseurs se reflètent dans le CA des activités de transport terrestre et du commerce de gros. L'indice de ventes au détail présente une certaine atonie en avril et mai : l'indice général reste stable, de même que les prévisions d'activité pour les six prochains mois, les commandes futures aux fournisseurs et les prévisions d'emploi du secteur.

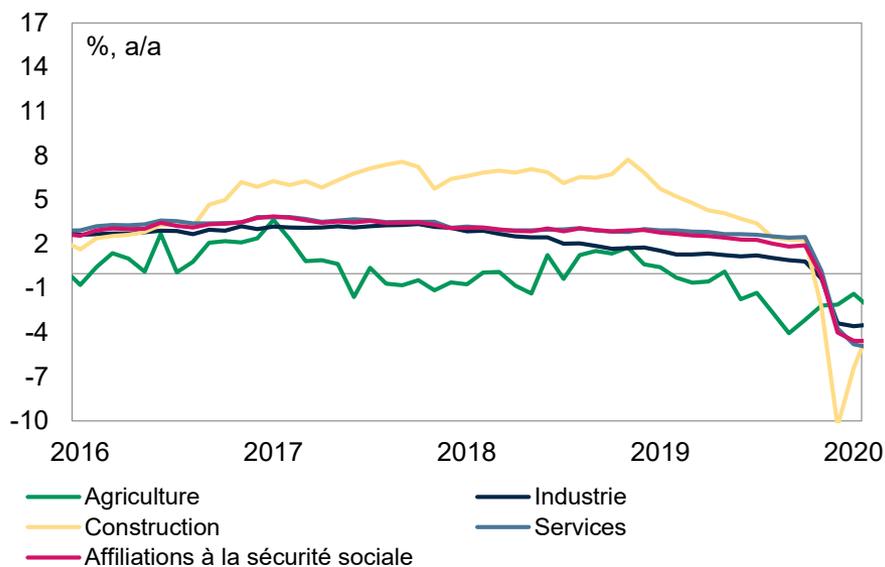
SOMMAIRE

- 1 SYNTHÈSE
- 2 FOCUS : CONJONCTURE DES PME ESPAGNOLES
- 3 DERNIÈRES ÉVOLUTIONS CONJONCTURELLES
- 4 | LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO
- 5 FOCUS : LE PLAN DE RELANCE ESPAGNOL

LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

NETTE AMÉLIORATION DE L'EMPLOI AU T2

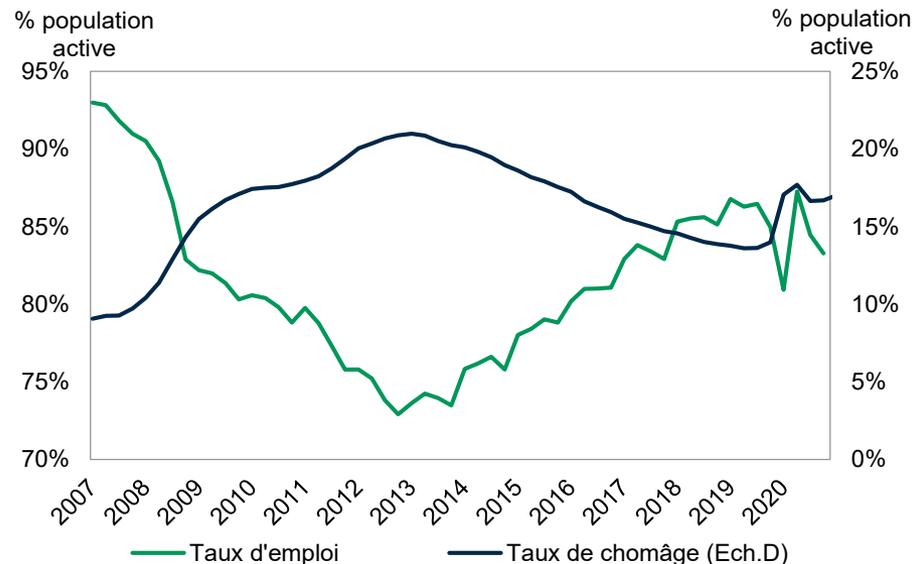
Emploi : affiliations à la Sécurité sociale



Sources : Ministère du Travail, Crédit Agricole SA / ECO

Après la rechute observée en début d'année (l'emploi a baissé de -0,7% au T1 par rapport au T4), les effectifs s'améliorent sensiblement ces derniers mois. En particulier en mai, l'affiliation totale a augmenté de près de 212 000 personnes et de 233 000 en juin. Le nombre de travailleurs en ERTE a enregistré des nouvelles baisses, atteignant une moyenne de 573 500 en mai et 447 000 en juin. En conséquence, le taux d'affiliation effectif en mai était inférieur de 4,4% à son niveau d'avant-crise, en nette amélioration par rapport à l'écart de 6,4% observé dans la moyenne du premier trimestre de l'année. En tout état de cause, il existe encore une forte hétérogénéité sectorielle dans l'évolution de l'emploi, de sorte que certaines branches – comme l'hôtellerie et les activités artistiques et récréatives – sont encore très loin des niveaux d'emploi qu'elles atteignaient en février 2020, tandis

Taux de chômage



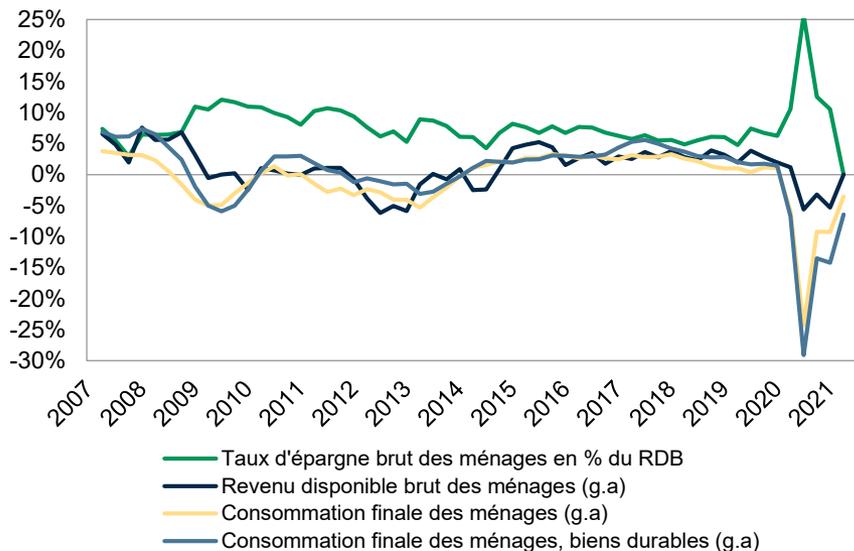
Sources : Ministère du Travail, Crédit Agricole SA / ECO

que d'autres – telles que l'information et la communication, l'éducation et la santé – ont déjà dépassé ces niveaux. Nous tablons sur une augmentation du taux de chômage en 2021, en raison des mesures de restriction qui seront progressivement levées, mais qui resteront présentes pendant la totalité de l'année en cours et le redémarrage incomplet du tourisme cette année. Nous considérons également les effets permanents de la crise, qui entraîneront une perte d'emploi, conséquence des faillites des sociétés dont le modèle économique et/ou financier n'est plus viable (selon la Banque d'Espagne, 40% des entreprises espagnoles ont fini l'année 2020 dans une situation de pression financière). Pourtant, nous avons modifié légèrement à la baisse nos prévisions de chômage qui atteindrait un pic de 17,7% au T1 2022.

LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

CONSOMMATION DES MÉNAGES ET SALAIRES

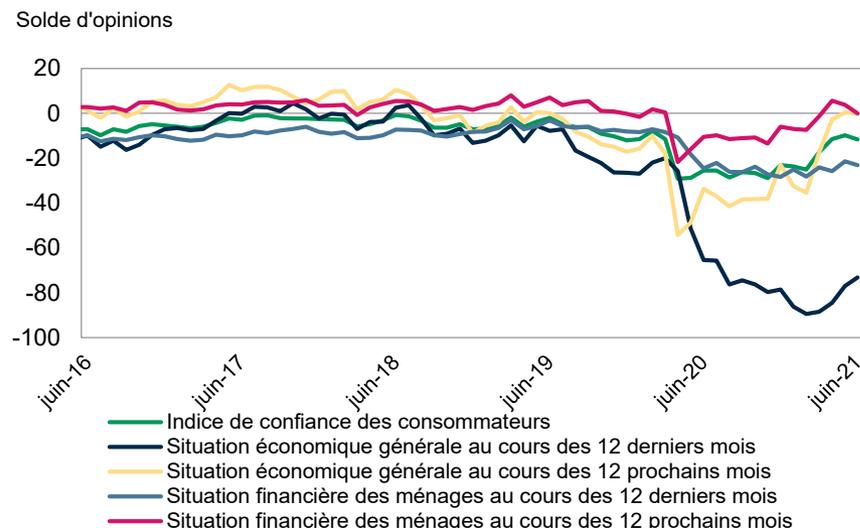
Évolution du revenu disponible brut et de ses composantes



Sources : Eurostat, Crédit Agricole SA / ECO

La consommation privée s'est réduite de 0,6% au T1 par rapport au T4. La consommation de biens durables a reculé de 15,5%, tandis que celle des biens non durables et des services a progressé de 2%. Le taux d'épargne des ménages s'établit à 10,6% du revenu disponible brut, inchangé par rapport au T4 2020, et le taux d'investissement recule légèrement pour se situer à 5,3% (5,7% au T4 2020). Ces derniers mois, l'assouplissement progressif des restrictions, l'accélération de la campagne de vaccination et l'amélioration observée sur le marché du travail auraient contribué à un plus grand dynamisme de la consommation privée. C'est ce que l'on peut déduire, par exemple, de l'évolution récente des dépenses liées aux

Enquête auprès des ménages



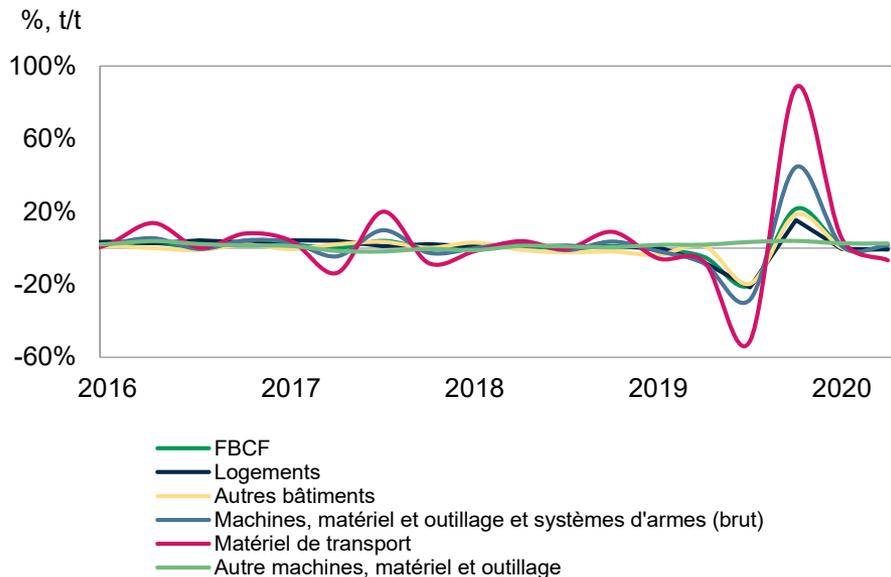
Sources : Commission européenne, Crédit Agricole SA / ECO

cartes de paiement, de la confiance des consommateurs et du crédit à la consommation. Le rythme auquel le volume d'épargne accumulé par les familles (principalement sous forme de dépôts bancaires) pourrait être libéré, une fois que la situation épidémiologique commencera à se normaliser, sera un déterminant-clé pour le comportement futur de la consommation et de l'activité économique. Nous tablons sur un rebond de la consommation de 1,1% au T2, après la baisse du T1, suivie d'une accélération au T3, où les ménages pourraient libérer une partie de l'épargne cumulé. Par la suite, nous tablons sur une consommation moins dynamique, qui à la fin de 2022 sera encore 4% inférieure à ses niveaux d'avant-crise.

LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

INVESTISSEMENT, LA CONSTRUCTION PÉNALISE FORTEMENT LE T1

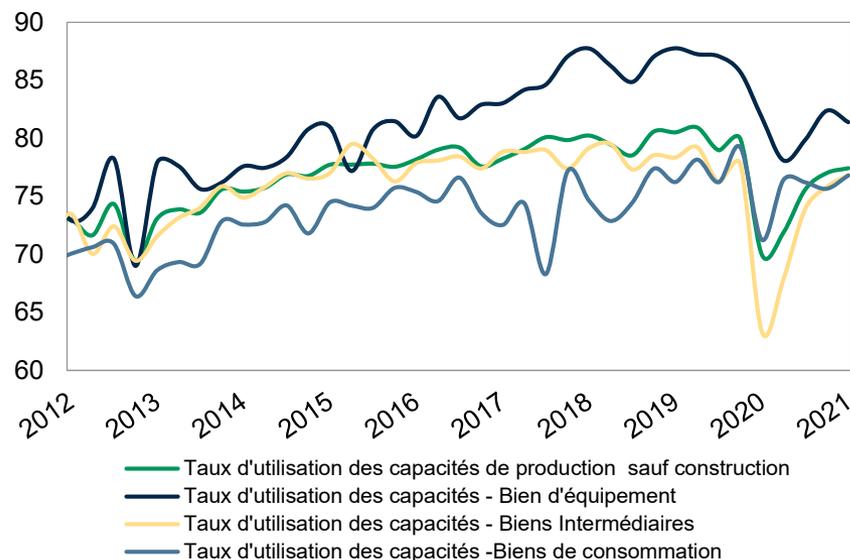
Composantes de l'investissement



Sources : INE, Crédit Agricole SA / ECO.

L'investissement a reculé de 1,9% au T1 en rythme trimestriel (+1% au T4), en raison de l'arrêt du secteur de la construction (-5%), paralysé pendant presque trois semaines à cause de la tempête Filomena. L'investissement productif, en revanche, affiche une croissance de 0,9%, tiré par les investissements en machines et équipements. L'investissement des entreprises aurait progressé au début du deuxième trimestre. Le PMI composite d'activité (en territoire expansif depuis mars) et les indicateurs de confiance de la Commission européenne (qui montrent une forte reprise dans l'industrie et les services au cours des derniers mois) vont dans ce sens. De même, les prévisions de production industrielle et les

Taux d'utilisation des capacités de production



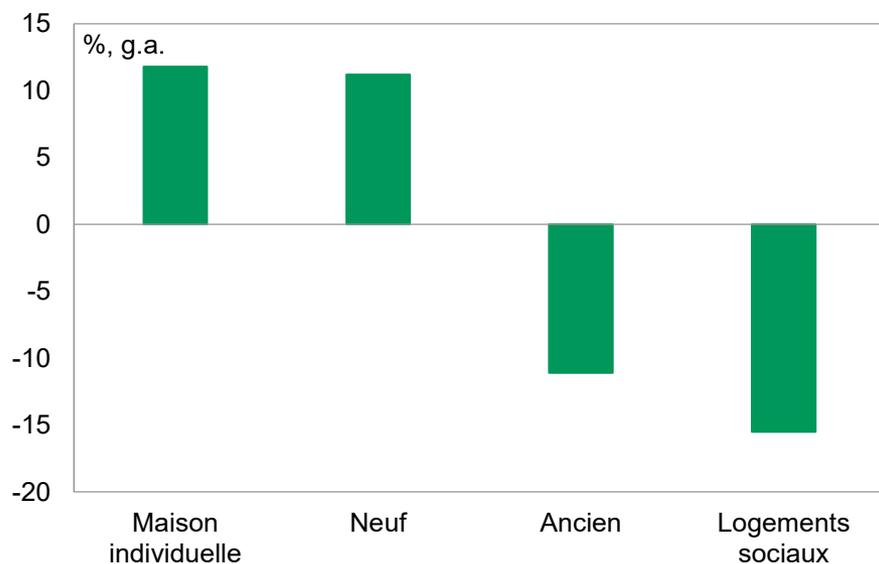
Sources : Ministère de l'Industrie et du Commerce, Crédit Agricole SA / ECO.

opinions concernant les carnets de commandes ont atteint des pics historiques en juin. Pourtant, il faut signaler des tensions telles que la proportion extrêmement élevée d'entreprises industrielles pointant le manque d'équipements installés comme l'un des facteurs limitant leur capacité à produire ou une augmentation des prix des fournitures très marqué. Nous tablons sur un rebond de l'investissement de 1,9% au T2 2021, tiré par la construction. Au deuxième semestre, sous l'hypothèse d'une campagne de vaccination efficace, les entreprises pourraient redémarrer les investissements, Mais c'est l'investissement public, *via* le plan de relance, qui devrait prendre le relais comme moteur de l'investissement.

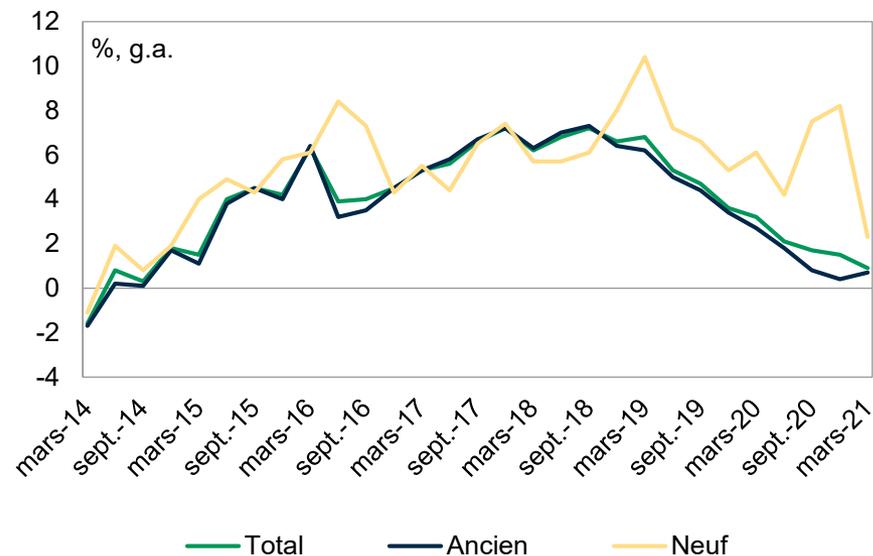
LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

LA CONSTRUCTION REDÉMARRE AU T2

Transactions résidentielles au T1 2021



Indice des prix de l'immobilier résidentiel



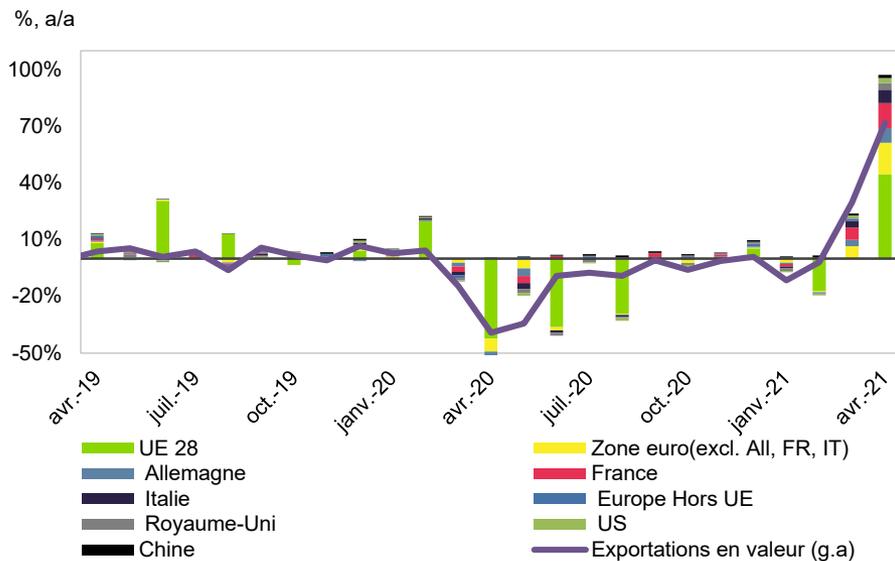
Au cours des trois premiers mois de l'année, l'investissement dans le logement s'est contracté de 2,9% par rapport au trimestre précédent du fait des effets défavorables des intempéries sur l'activité de la construction. Le nombre de transactions effectuées entre janvier et mars est inférieur de 3,5% à celui de la même période en 2019, avec une hétérogénéité notable selon le type de logement. Le ralentissement de l'investissement en logement aurait été transitoire, selon certains indicateurs récents qui permettent d'approcher l'évolution de l'exécution des travaux – par exemple, la consommation de ciment et l'affiliation dans le sous-secteur du bâtiment –, de sorte

que cette composante de la demande a été réactivée ces derniers mois. De plus, le solde du crédit pour l'achat d'un logement a fait preuve d'un plus grand dynamisme ces derniers mois, augmentant légèrement en rythme trimestriel. De son côté, le prix des logements a maintenu le processus de décélération progressive observé depuis le second semestre 2018, particulièrement intense dans le cas des logements anciens. En ce sens, l'indice des prix des logements de l'INE a modéré son taux de croissance en glissement annuel au premier trimestre de l'année à 0,9% (1,5% au T4 2020).

LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

COMMERCE EXTÉRIEUR

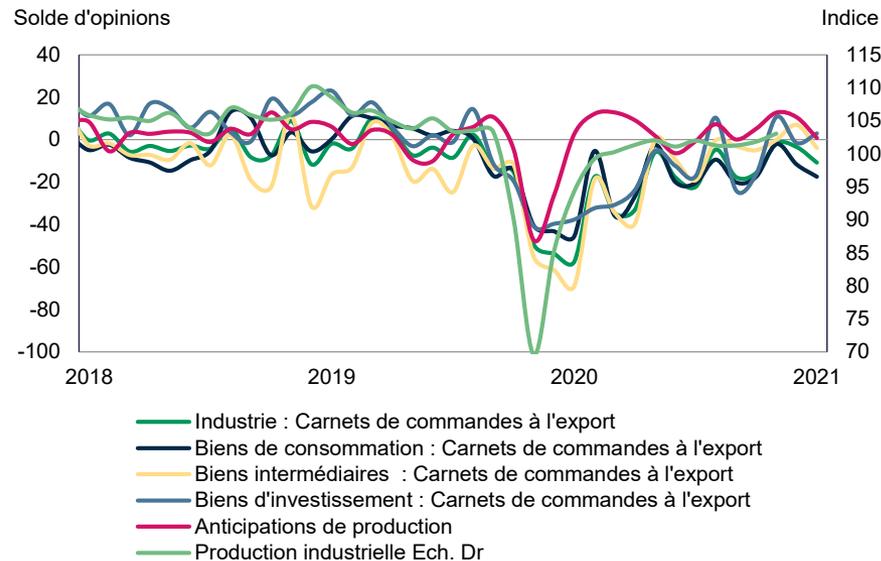
Exportations par destinations



Sources : Banque d'Espagne, Crédit Agricole SA / ECO

Au T1 2021, le commerce extérieur a contribué de 0,36 point à la croissance du PIB, en raison d'un recul plus marqué des importations (-1,3% sur le trimestre) que des exportations (-0,1%). La tendance des nouvelles commandes à l'exportation et des achats de consommation intermédiaire dans le PMI manufacturier indique une augmentation des exportations et des importations de biens au T2. Toutefois, les problèmes d'approvisionnement récemment observés pour certains produits intermédiaires auraient limité la reprise de ces flux commerciaux, notamment dans les industries les plus intégrées aux chaînes de valeur mondiales, comme l'industrie automobile. Les perspectives pour la saison touristique estivale restent entourées d'une très grande incertitude. Jusqu'en mai (dernières données

Carnets de commandes à l'exportation



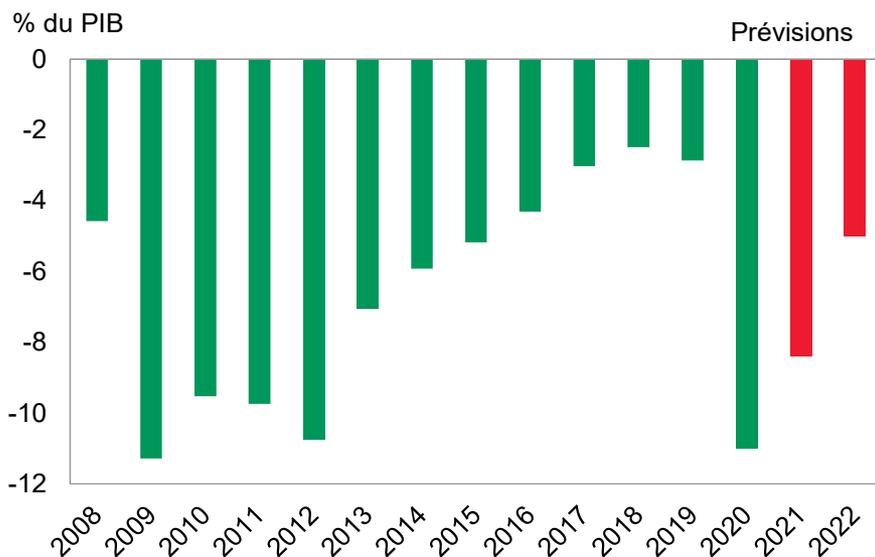
Sources : ICI enquête minis. de l'Industrie & du Commerce , Crédit Agricole SA / ECO

disponibles) les arrivées et les dépenses des touristes étrangers en Espagne sont restées à des niveaux très bas. L'intensité avec laquelle ces flux pourraient se rétablir dans les semaines à venir et pendant l'été dépendra de l'évolution de la pandémie, des restrictions à la mobilité internationale établies par les pays voisins (notamment le Royaume-Uni) et du déploiement effectif du certificat numérique Covid de l'UE. Nous tablons sur une augmentation de 10,2% des exportations en 2021, qui verront leur plus grande contribution au deuxième semestre de l'année en cours. En 2022, le rattrapage se poursuivra et les services touristiques devraient normaliser leur contribution à la balance courante. Cela se traduirait par une progression des exportations de 8,4% en 2022.

LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO

FINANCES PUBLIQUES, LE COVID-19 AURAIT COÛTÉ 45 MDS € AUX CAISSES DE L'ÉTAT EN 2020

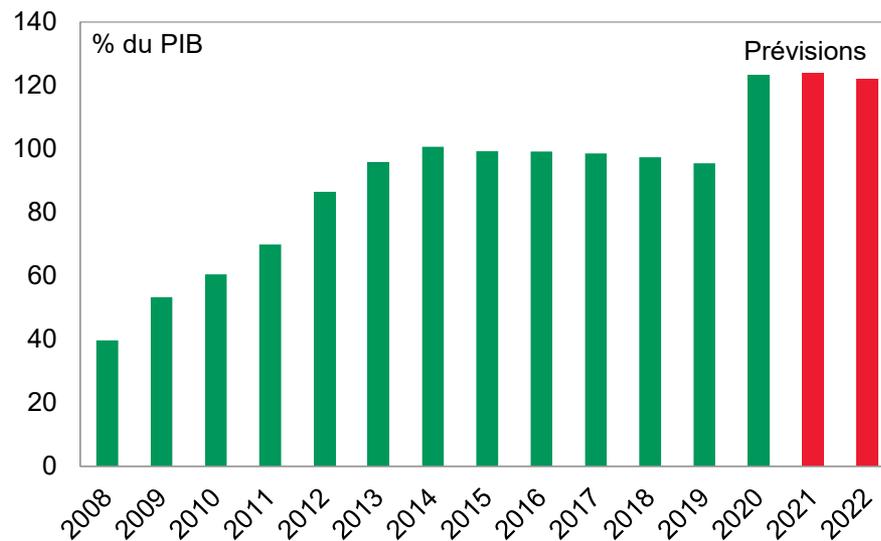
Solde public



Sources : Programme de stabilité et de croissance, Crédit Agricole SA / ECO

Au premier trimestre de l'année, le déficit des administrations publiques a à nouveau augmenté. En particulier, si l'on exclut les administrations locales, le déficit public a augmenté pour atteindre 1,3% du PIB, contre des niveaux de 0,9% et 0,3% à la même période de 2020 et 2019 respectivement. Ces évolutions sont principalement la conséquence de l'augmentation des dépenses publiques, tandis que les recettes, favorisées par les mesures déployées pour soutenir les revenus des ménages, auraient déjà retrouvé leur niveau d'avant-crise. Fin mai, le gouvernement a également approuvé une nouvelle extension des mesures de protection de l'emploi pour les travailleurs des ERTE et les travailleurs indépendants qui cessent leur activité. La

Évolution de la dette publique



Sources : Programme de stabilité et de croissance, Crédit Agricole SA / ECO

prolongation approuvée, qui sera en vigueur jusqu'à la fin du mois de septembre, maintient des conditions similaires à celles déjà appliquées à ces instruments depuis leur dernier renouvellement. Elle introduit également des incitations à la réincorporation des travailleurs ERTE dans l'activité sous la forme d'exonérations de 85% à 95% des cotisations de Sécurité sociale dans les secteurs les plus touchés par la pandémie. Le déficit public devrait reculer en 2021 pour s'établir à -8,4%, en prenant en compte le paquet de mesures approuvé récemment par le gouvernement. Quant à la dette, elle devrait progresser légèrement jusqu'à 123% du PIB en 2021, pour se réduire progressivement les années suivantes.

SOMMAIRE

- 1 SYNTHÈSE
- 2 FOCUS : CONJONCTURE DES PME ESPAGNOLES
- 3 DERNIÈRES ÉVOLUTIONS CONJONCTURELLES
- 4 LA TRAME DE NOTRE SCÉNARIO
- 5 | FOCUS : LE PLAN DE RELANCE ESPAGNOL

FOCUS : PLAN DE RELANCE ESPAGNOL

70 MDS €, 40% DANS LA TRANSITION ÉNERGETIQUE 30% DANS LE DIGITAL

L'Espagne s'attend à recevoir environ **70 milliards d'euros entre 2021 et 2023 sous forme de transferts non remboursables** provenant du plan de relance européen. Cette somme pourrait être complétée par 70 milliards d'euros supplémentaires sous forme de prêts que le pays pourra demander pour concrétiser ses programmes d'investissement. L'Espagne recevra un premier versement automatique d'environ 9 milliards d'euros et le reste sera débloqué au fur et à mesure que les étapes intermédiaires seront franchies et que les réformes seront mises en œuvre. **Dans la loi de finances, le gouvernement a prévu de dépenser 26,6 milliards € sur le compte des fonds nationaux en 2021, afin d'accélérer la reprise économique. La stratégie initiale est de les concentrer principalement sur des projets pouvant être mis en œuvre rapidement.**

Parmi les investissements les plus importants, **6,5 milliards, soit 9%** de l'enveloppe 2021-2023, **sont alloués à la décarbonisation de la mobilité urbaine** avec l'installation de 150 000 bornes de recharge rapide, ou encore le soutien à l'acquisition de véhicules électriques. **La réhabilitation énergétique des logements et la construction de logements sociaux bénéficie d'un budget de 6,8 milliards, soit 10%** des dépenses du plan. **Le secteur du tourisme**, bénéficiera de **3,4 milliards (5%)**, dans le but de financer l'amélioration de la compétitivité du secteur. La transition digitale représente le deuxième axe de grande importance. **La numérisation de l'administration publique représente 6% du budget et celle des PME 7%. Au total, 30% du budget est dédié à la transformation digitale** : ces investissements visent la simplification et la numérisation des procédures administratives et des subventions aux PME soutenant les projets de numérisation dans la chaîne de valeur des différents secteurs industriels. **Le plan national pour les compétences**

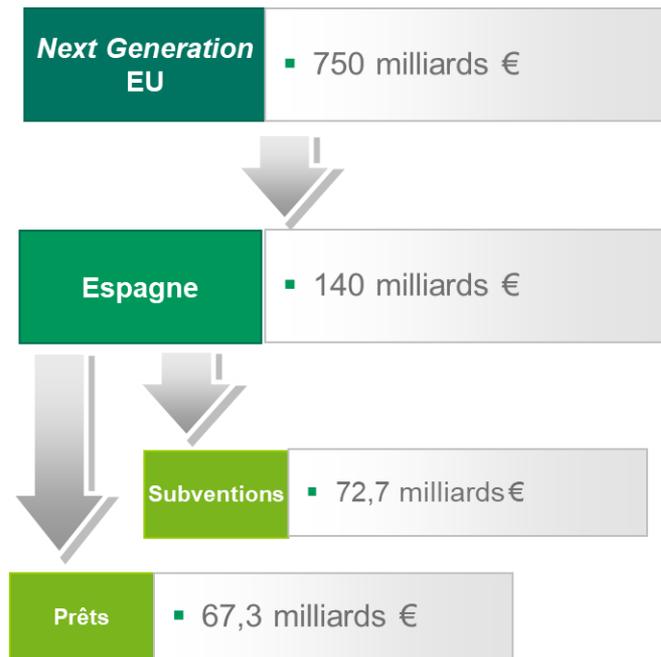
numériques (3,5 milliards, 5%) vise une formation numérique transversale pour l'ensemble de la population. Enfin, 4 milliards seront destinés à la connectivité digitale et à la 5G.

Le plan s'attaque aussi aux **faiblesses du marché de l'emploi**, caractérisé par une forte dualité entre travailleurs en CDI et en CDD ou à temps partiel involontaire. Il préconise une **simplification des modalités contractuelles dans le but de généraliser le contrat à durée indéterminée**. L'objectif est d'encourager l'utilisation de **contrats permanents-discontinus pour les activités saisonnières** et de pénaliser l'utilisation excessive de contrats à très court terme. Le plan comprend aussi des propositions concernant le **système de retraites**, telles que des incitations à **retarder l'âge de départ via une amélioration des indemnités, des avantages pour les entreprises qui conservent les travailleurs âgés et la promotion des plans d'épargne retraite.**

Finalement, en termes d'impact macro-économique, le gouvernement fournit une estimation de **2 points de croissance supplémentaires en moyenne en 2021 et 2022**, tandis que l'impact à moyen et long termes s'élèverait à 0,4 point supplémentaire par an. La moitié de cette amélioration serait imputable aux projets numériques, accompagnée par l'effet positif des changements structurels sur la formation continue et sur la modernisation des politiques actives de l'emploi. Le plan pourrait générer environ 12 emplois pour chaque million d'euros investi, soit un total de **840 000 emplois en trois ans.**

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ET SES IMPLICATIONS FISCALES

LE PLAN DE RELANCE ESPAGNOL



20 principaux programmes d'investissement	Mds €
Stratégie de mobilité durable, sans risque et connectée	13,2
Programme de réhabilitation des logements et de régénération urbaine	6,8
Modernisation des administrations publiques	4,3
Plan de numérisation des PME	4
Feuille de route 5G	4
Nouvelle politique industrielle Espagne 2030 et stratégie d'économie circulaire	3,8
Plan national pour les compétences numériques	3,6
Modernisation et compétitivité du secteur du tourisme	3,4
Développement du système national de science et d'innovation	3,4
Déploiement et intégration des énergies renouvelables	3,2
Nouvelle économie des soins	2,5
Nouvelles politiques publiques pour un marché du travail dynamique, résilient et inclusif	2,7
Préservation du littoral et des ressources en eau	2,1
Plan stratégique pour la formation professionnelle	2
Modernisation et numérisation du système éducatif	1,6
Conservation et restauration des écosystèmes et de la biodiversité	1,6
Feuille de route sur l'hydrogène renouvelable	1,5
Infrastructures électriques, réseaux intelligents et stockage	1,3
Rénovation et modernisation du système de santé	1
Stratégie nationale d'intelligence artificielle	0,5
Total	66,5

CONSULTEZ NOS DERNIÈRES PARUTIONS EN ACCÈS LIBRE SUR INTERNET

Date	Titre	Thème
08/07/2021	France – Scénario 2021-2022 : une reprise bien engagée	France
08/07/2021	Le Myanmar – Apocalypse Now	Asie
07/07/2021	Éthiopie – La guerre n'était donc pas finie	Afrique sub-saharienne
06/07/2021	Plans de relance nationaux - Pologne, le plan des transitions	Pologne
06/07/2021	Biélorussie – Panne d'essence à Minsk	PECO et Asie centrale
05/07/2021	La Chine célèbre les cent ans de la création du Parti communiste	Asie
02/07/2021	Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : des trajectoires tristement divergentes	Monde
02/07/2021	Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : prévisions économiques et financières	Monde
02/07/2021	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
01/07/2021	Plans de relance nationaux - Espagne, une stratégie proactive	Espagne
01/07/2021	Covid-19 en Afrique sub-saharienne : les dangers de la troisième vague	Afrique sub-saharienne
30/06/2021	Chine – Définir le "new normal"	Chine
29/06/2021	Italie – Politique italienne : l'heure des mariages et des divorces	Italie
29/06/2021	Plans de relance nationaux – Italie, le plan de la renaissance	Italie
28/06/2021	Moyen-Orient – Le risque politique ne s'améliore pas	Emergents
25/06/2021	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
24/06/2021	Plans de relance nationaux - Allemagne, l'électrochoc budgétaire !	Allemagne
24/06/2021	Henry, Milan et les autres...	Monde

Ticiano BRUNELLO
ticiano.brunello@credit-agricole-sa.fr



**MERCI DE VOTRE
ATTENTION**

POUR CONSULTER OU VOUS ABONNER
À NOS PUBLICATIONS SUR INTERNET :
<http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

Nos publications économiques non confidentielles sont également accessibles sur l'application « Études Eco » disponible sur [l'App Store](#) et sur [Google Play](#)

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe
12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille - **Rédacteur en chef :** Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.